



**FÉDÉRATION NATIONALE  
DES ENSEIGNANTES  
ET DES ENSEIGNANTS  
DU QUÉBEC**

**PRÉSIDENCE**  
*CAROLINE SENNEVILLE*

**SECRETARIAT GÉNÉRAL  
ET TRÉSORERIE**  
*JEAN MURDOCK*

**VICE-PRÉSIDENCE  
REGROUPEMENT CÉGEP**  
*NICOLE LEFEBVRE*

**VICE-PRÉSIDENCE  
REGROUPEMENT PRIVÉ**  
*CAROLINE QUESNEL*

**VICE-PRÉSIDENCE  
REGROUPEMENT UNIVERSITÉ**  
*SYLVAIN MAROIS*

**ADRESSE :**  
1601, AVENUE DE LORIMIER  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 4M5

**POUR NOUS JOINDRE :**  
TÉLÉPHONE : 514 598-2241  
SANS FRAIS : 1 877 312-2241  
TÉLÉCOPIEUR : 514 598-2190  
[www.fneeq.qc.ca](http://www.fneeq.qc.ca)

Le 3 février 2015

## **Appel à la tenue d'États généraux en enseignement supérieur**

Force est de constater qu'il n'y a aucune improvisation dans les ballons d'essai et les mesures annoncées par le gouvernement Couillard depuis son élection. Les orientations de ce gouvernement pourraient laisser croire à une vision strictement comptable des finances de l'État, mais il n'en est rien. Il ne s'en cache même pas, il s'agit d'une remise en question fondamentale des orientations du développement économique et social du Québec.

## **Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage**

Sous le couvert de «la rigueur» ou de l'austérité budgétaire, le gouvernement cherche à transférer ses responsabilités en partie ou en totalité au secteur privé ou aux individus, et à introduire dans toutes les sphères d'activité les valeurs du marché fondées sur la concurrence, la compétition et la rationalisation. C'est le choix d'un État minimal qui considère le développement des régions comme un fardeau, la protection de la langue comme une contrainte, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux comme une responsabilité individuelle.

Il s'agit d'un plan bien articulé de démantèlement des structures intermédiaires de soutien au développement socioéconomique. Ce sont les leviers collectifs de développement, de consultation et de transparence que le Québec s'est donné pour faire face aux défis de la seconde moitié du XXe siècle qui sont mis à sac. Des outils qui ont permis au Québec de développer ses régions, d'offrir des services publics universels sur tout le territoire, d'adopter des politiques de redistribution de la richesse, de mettre en place des mécanismes de consultation et de contrôle démocratique, d'offrir un système d'éducation et de santé accessible et de qualité, bref de construire une société plus juste.

Il nous semble pressant de s'opposer à cette réorientation idéologique et structurelle de l'État québécois.

## **Les compressions en éducation, personne ne va en mourir!**

En plus de la réduction et du dépeçage annoncés des commissions scolaires, on ne pourra jamais assez dénoncer les intentions du gouvernement d'augmenter les ratios par classe, d'abandonner le financement particulier pour les élèves qui présentent des troubles de l'apprentissage ou des handicaps.

Dans les derniers exercices financiers des cégeps, c'est le quart des établissements du réseau qui se sont trouvés en situation de déficit, résultat des compressions imposées par le gouvernement en enseignement supérieur<sup>1</sup>. La semaine dernière, tour à tour, certaines universités ont annoncé des compressions majeures dans l'offre de cours, la fermeture de programmes et la réduction de certains services aux étudiantes et aux étudiants et à la collectivité.

Que reste-t-il deux ans plus tard du Sommet sur l'enseignement supérieur? Les conclusions issues des cinq chantiers cachent mal la volonté de diminuer le financement public à l'enseignement supérieur et l'appétit pour une commercialisation accrue de la formation et de la recherche. Les références au secteur privé sont légion et le rôle qu'il est invité à y jouer est grandissant. Concurrence entre les établissements dans l'offre de programmes, tarification des services, formules de financement par projets, partenariats public-privé, augmentation des droits de scolarité pour les étudiants étrangers et j'en passe.

À titre d'exemple, le rapport portant sur l'offre de formation collégiale est éloquent : alors qu'il devait se pencher principalement sur le problème de décroissance démographique et sur l'offre de formation en région, le rapport présente plutôt plusieurs mesures qui visent à diminuer les exigences actuelles d'émission du diplôme, à introduire des nouvelles formes de diplomation moins exigeantes, à accélérer les mécanismes d'adaptation et de mise à jour des programmes qui risquent de briser les standards de qualité de la formation, à assouplir l'offre de formation générale (en français, en philosophie, en anglais et en éducation physique). On comprendra que l'objectif est, ici aussi, de répondre de plus en plus aux besoins du marché et d'accentuer la commercialisation de la formation. Ce sont les valeurs du marché qu'on tente de transposer au monde de l'éducation. Symbole assez fort de cette orientation est le site *Cégep et cie* mis en ligne récemment par la Fédération des cégeps. Plus encore, on cherche à transformer notre

---

<sup>1</sup> Le Devoir 19 janvier 2015

réseau national pour qu'il réponde aux exigences de l'offre mondialisée de formation par la décentralisation et l'intégration des processus d'assurance qualité certifiés à l'échelle internationale.

Cette vision mercantiliste de l'éducation laisse présager le pire quant au développement de l'enseignement supérieur. On comprendra qu'il s'agit là d'un débat qui porte davantage sur la mission et l'indépendance de l'enseignement supérieur que de son financement. Deux logiques s'affrontent : celle du marché dans un monde globalisé au service du développement économique et celle d'une approche humaniste d'abord axée sur la relation maître-élève, qui vise à développer l'autonomie et l'esprit critique par la transmission des savoirs et de la culture générale au service des choix individuels et sociaux. Si on continue dans cette voie, le capitalisme aura fini par avoir raison sur les exigences de la pensée libre et émancipatrice. Cette vision comptable de la vie humaine aura mis un terme à notre capacité de la remettre en question.

C'est pourquoi nous lançons un appel à la tenue d'États généraux en enseignement supérieur, pour se réapproprier la finalité de notre système d'éducation, pour porter nos revendications et remettre l'école au centre de nos préoccupations. Il est temps de mobiliser la société québécoise autour d'une vision émancipatrice de l'enseignement supérieur fondée sur l'idée que l'éducation est un droit humain, de la naissance à la mort, un droit dont l'exercice profite à une société libre, démocratique, égalitaire. Si l'éducation est un droit, il est temps d'en faire une véritable priorité nationale!

Jean Murdock  
Secrétaire général et trésorier  
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec  
FNEEQ-CSN